



Reims, 19 septembre 2022

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'UNION DEPARTEMENTALE
DES SYNDICATS CGT-FO DE LA MARNE

Réunis le lundi 19 septembre en commission exécutive, les membres élus rappellent que la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière refuse de s'inscrire dans toute tentative d'intégration que celle-ci émane du pouvoir sous forme d'ordonnances travail, conférence sociale et autre conseil national de la refondation, ou que celle-ci émane d'organisation syndicale, associations, ONG et partis politiques appelant à une journée de mobilisation sociétale, sans revendication.

C'est en ce sens que la CGT-FO et l'Union Départementale des syndicats CGT-FO de la marne refusent d'être instrumentalisés le 29 septembre prochain avec un appel politico syndical qui ne mentionne même pas l'exigence partagée par toutes les organisations syndicales dans un communiqué de juillet d'une augmentation générale des salaires, traitements, pensions et minimas sociaux à minima à hauteur d'une inflation qu'on annonce à 2 chiffres à la fin de l'année ; le refus, lui aussi partagé par toutes les organisations dans un communiqué de septembre, de la contreréforme de l'assurance chômage ou encore le refus unanime de tout report de l'âge de départ à la retraite.

Le sens du mouvement lancé unilatéralement par la CGT en juillet quelques jours avant une rencontre inter-confédérale pose fortement question.

Ce mouvement participe de la division alors que la CGT-FO porte, notamment dans ses résolutions de congrès, l'unité et le rassemblement des travailleurs incontournable pour construire l'inévitable rapport de force.

Or la commission exécutive fait le constat factuel qu'après l'échec du provocateur « conseil national de la refondation » (40 personnes présentes dont 10 ministres), c'est cette fois avec un passage en force qu'est envisagé d'imposer « quoi qu'il en coûte » la contreréforme des retraites voulue par la finance.

En effet, il est très clair aujourd'hui, après plusieurs rapports du Conseil d'Orientation des Retraites, organe officiel, que l'objet est de dégager des économies sur le dos des travailleurs pour financer une guerre dont les travailleurs du monde entier sont les victimes.

Et ce alors même que les profits, toute honte bue, s'étalent en pleine page de médias détenus par quelques milliardaires.

Ainsi, quand 44,3 milliards d'euros sont versés aux actionnaires avec des dividendes augmentés de 32,7% au second semestre, soit à un rythme plus élevé qu'au niveau européen, les travailleurs eux « reçoivent grassement » quelques miettes... 3% pour les uns, 1% pour les autres avec un grand maximum de 4% pour les travailleurs retraités.

A noter d'ailleurs que certains retraités, avec le jeu du seuil de la CSG, perdent même en fait en termes de revenus !!!

A l'échelle mondiale, entre avril et juin, 1200 entreprises ont versé 544,8 milliards de dollars à leurs actionnaires et 94% des entreprises ont maintenu ou augmenté leurs versements au deuxième trimestre 2022 !!!

Et pour les travailleurs, pour celles et ceux qui créent la richesse c'est ... ceinture et sacrifices... ou sobriété comme on dit chez ces gens-là.

Alors clairement, la commission exécutive de la marne réunie ce lundi 19 septembre en écho à la commission exécutive confédérale ne participera pas à l'opération politico sociétale que constitue la journée de mobilisation du 29 septembre et appelle ses syndicats, adhérents et militants à continuer à porter des revendications claires :

Pas touche à nos retraites,

Pas touche à l'assurance chômage

Gel des loyers

Blocage des prix

Augmentation des salaires, pensions, traitements et minima sociaux

Sur ces revendications, les élus de l'UD de la marne soutiennent la grève des travailleurs de Carrefour des 23 et 24 septembre prochain.